

Intervention de Jean-Luc FUGIT (groupe EPR) à l'occasion du débat sur les motions de censure RN & LFI sur la politique énergétique de la France (PPE3) – 25 février 2026

Madame la Présidente,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et messieurs les Ministres,

Chers collègues,

Chers collègues du Rassemblement National et de la France Insoumise, arrêtez de polémiquer sur tout !

Avec vos motions de censure, une fois de plus vous ne voulez pas que la France avance !

Que la France avance sur le chemin de la souveraineté !

Que la France tienne ses objectifs climatiques !

Que la France avance sur le chemin de la transition énergétique !

Oui la question cruciale de l'énergie est désormais au cœur du débat public dans cet hémicycle comme dans le pays ..

...mais force est de reconnaître que vous aimez créer des antagonismes pour exister politiquement !

Oui l'énergie est une question majeure pour notre pays. C'est une question économique, industrielle et sociale.

Si le débat doit exister, sa polarisation à l'excès alimenté de fake news et de tribunes principalement à charge contre les énergies renouvelables ne permet pas un débat serein sur la politique énergétique.

C'est regrettable!

En tentant de renverser le Gouvernement sous prétexte de bloquer la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie que le Premier Ministre a eu le courage de publier, vous faites le choix délibéré de l'immobilisme et de l'opportunisme !

Vous faites le choix de maintenir notre pays dans sa dépendance aux énergies fossiles alors même que notre combat commun, le seul qui vaille, devrait être celui de sortir de cette dépendance.

Ce défi, nous devons pourtant collectivement le réussir !

Ce défi il nous concerne toutes et tous et il devrait transcender les intérêts partisans et les divergences politiques.

Il répond à une nécessité écologique et à un impératif économique

Il répond à une dette que nous ne voulons pas laisser aux générations futures.

Ce défi c'est aussi celui de notre souveraineté énergétique.

Une souveraineté qu'il nous faut construire dans un contexte mondial bouleversé et incertain où l'intégrité territoriale de certains pays est menacée, où les crises mettent en lumière nos multiples dépendances et nos vulnérabilités notamment énergétiques.

Disons-le clairement, le chemin sera long mais nous refusons la résignation !

OUI chers collègues du RN et de LFI nous voulons, avancer, construire, bâtir un chemin de résilience énergétique et souverain pour la France et OUI chers collègues vos polémiques incessantes et vos motions de censure sont autant de freins pour relever ce défi collectif.

Au lieu de polémiquer sur la date de publication de cette PPE, au lieu de mettre votre énergie à vouloir faire chuter le gouvernement, vous devriez nous aider à construire et accélérer sur tous nos territoires la transition énergétique ...car il reste encore beaucoup à faire !

...Et c'est aussi votre responsabilité d'élus que de le faire !

Pour notre groupe la souveraineté énergétique dépend de trois enjeux majeurs :

- notre capacité à produire de l'énergie bas carbone dans notre pays,
- notre capacité à développer un écosystème industriel compétitif pour accélérer le développement de nos filières énergétiques
- et enfin notre capacité à accompagner nos concitoyens dans la transformation de nos modes de consommation en répondant à une logique d'équité sociale et territoriale.

En France nous avons la chance d'avoir un mix électrique décarboné à 95% grâce au nucléaire pour un peu plus des 2/3 et aux renouvelables pour près du tiers.

C'est une chance et une fierté !

Si notre mix électrique est déjà décarboné notre mix énergétique reste, lui, encore majoritairement composé d'énergies fossiles, représentant toujours 60% de notre consommation totale d'énergie et générant des émissions de CO2 encore trop importantes.

La baisse de nos émissions de gaz à effet de serre engagée ces dernières années doit se poursuivre et même s'accélérer !

C'est la seule urgence qui doit guider nos politiques publiques ! La seule !

Et pour y parvenir, nous n'avons ni le luxe ni le temps d'opposer les solutions entre elles, d'opposer le nucléaire aux renouvelables voire même les renouvelables entre elles.

Libérez vous de ce débat du passé et qui est dépassé !

Arrêtez de polémiquer sur le développement du nucléaire pour les uns et sur le développement des énergies renouvelables pour les autres.

Le combat qui doit nous rassembler est celui contre les fossiles.

Et, c'est cet objectif que porte la nouvelle PPE !

Une PPE3 qui avec la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) constituent le socle d'une action cohérente, intégrée et ambitieuse que l'on appelle la Stratégie Française Energie Climat (SFEC)

La PPE est donc une brique importante de la politique énergétique, mais ce n'est qu'une de ses composantes.

Cette PPE n'est pas un texte sorti du chapeau comme pourrait le laisser croire les textes de vos motions de censure, c'est une concertation multi-acteurs de près de quatre ans.

Parmi ces concertations il y a eu par exemple les débats au sein du Conseil Supérieur de l'Energie que j'ai l'honneur de présider, un conseil où siège notre collègue Alma DUFOUR pour LFI et Notre collègue Jean-Philippe TANGUY pour le RN.

Vous avez donc eu la possibilité de contribuer !

Alors oui je sais, les orientations de la PPE ne correspondent peut-être pas à la « doxa » défendue par vos groupes politiques mais elles résultent d'un travail approfondi mené depuis plusieurs années avec toutes les parties prenantes concernées par la politique énergétique de notre pays.

Et après ces années de débats et les tergiversations du précédent gouvernement, nous devrions toutes et tous nous réjouir que le Premier Ministre ait eu le courage politique de publier cette PPE et les orientations qu'elle porte !

Car oui les filières de production ont besoin d'avoir de la visibilité, les filières ont besoin d'avoir de la stabilité.

Nous le savons tous, le « stop and go » est très préjudiciable à nos industries et à nos filières énergétiques....
...et je n'ose pas imaginer que vos motions de censure aient pour objectif de créer de l'incertitude pour nos champions du nucléaire et des énergies renouvelables, ces femmes et ces hommes qui nous permettent de produire sur notre sol l'énergie dont nous avons besoin !

Monsieur le Premier Ministre nous vous remercions d'avoir pris cette décision, une décision qui permet à tous les acteurs d'avancer et de sécuriser leurs investissements.

Je voudrais maintenant dire à celles et ceux qui suivent nos débats que la PPE n'est qu'une étape, une étape fondamentale sur la voie de la décarbonation compétitive de notre économie et de la réduction de toutes nos dépendances à la fois économiques et géopolitiques.

Je voudrais aussi les rassurer en leur disant que cette PPE dont je rappellerai le contenu dans quelques instants est le fruit d'un travail de compromis et de large concertation auxquelles nous parlementaires pouvions prendre part, comme nous le faisons d'ailleurs régulièrement sur d'autres sujets !

Prenons l'exemple du travail remarquable de nos collègues Marie-Noëlle Battistel et Philippe Bolo sur l'hydroélectricité. Voilà l'exemple d'un Parlement qui agit !

Ce consensus transpartisan a permis de débloquent l'avenir de l'hydroélectricité. En sécurisant le régime des concessions, nous permettons à la France de réinvestir massivement dans ses barrages, une ressource essentielle à la stabilité de notre système électrique.

Nous avons également longuement débattu la proposition de loi sénatoriale porté par Daniel Gremillet qui avait permis de dégager un consensus sur les objectifs de production d'électricité renouvelable (200 TWh à horizon 2030) et sur les objectifs de production nucléaire.

Malheureusement encore une fois les caricatures et les postures ont pris le pas sur la rationalité des débats ...ne nous permettant pas d'aller à un vote pour adopter définitivement le texte.

Chez collègues, nous avons débattu de la politique énergétique de la France !

Et notre responsabilité politique est désormais de trouver des solutions et de cesser ces polémiques stériles !

Pour ce qui est du contenu de la PPE tant contestée par les extrêmes de cet hémicycle, rappelons les orientations qu'elle porte pour les 10 ans qui viennent :

- Baisse d'un quart de notre consommation énergétique totale d'ici 2035...car nous n'oublions pas les enjeux de sobriété énergétique
- Relance du nucléaire avec la poursuite du fonctionnement des réacteurs actuels au-delà de 50 ans et le lancement des 6 nouveaux EPR2.
- Augmentation de 11% notre capacité de production hydroélectrique
- Multiplication par 7 de la puissance de notre parc éolien en mer
- Doublement de notre capacité installée d'énergie renouvelable terrestre, photovoltaïque et éolien.
- Multiplication par 5 de la production de biogaz
- Doublement de notre consommation de chaleur et froid renouvelable.

La PPE propose donc de tracer une trajectoire crédible pour accélérer notre sortie progressive des fossiles. Aujourd'hui, notre dépendance aux fossiles nous coûte au bas mot 60 milliards d'euros par an d'importations, versés à des puissances dont les intérêts divergent souvent des nôtres.

Prôner la souveraineté, comme le fait si souvent le RN, tout en organisant le maintien de notre dépendance aux fossiles étrangers est une contradiction majeure.

Voter ces motions de censure, ce serait choisir de rester vulnérables plutôt que de construire notre indépendance énergétique.

C'est irresponsable !

Autre conséquence économique majeure : L'attractivité et l'emploi dans nos territoires.

Imaginons un instant que le gouvernement n'ait pas publié la PPE3 !

Comme nous l'ont dit de nombreux professionnels, cela reviendrait à acter un plan de licenciements massif dans notre pays : des dizaines de milliers emplois menacés notamment dans les énergies renouvelables et une perte irréparable de savoir-faire dans des domaines où la France excelle.

Dans ma région par exemple, la région Auvergne-Rhône-Alpes, ce sont 1 700 entreprises et 23 000 emplois qui seraient menacés.

Une région qui accueille l'Institut national de l'énergie solaire, centre de recherche et de développement qui fait notre fierté

Car oui la transition énergétique d'aujourd'hui et de demain peut et doit s'appuyer en France sur un écosystème de recherche et de compétences particulièrement innovants que nous devons soutenir !

Eux qui, à l'image de l'IFP Energie Nouvelle, du CEA ou du CNRS notamment, inventent les solutions de demain.

Je voudrais aussi rappeler au Rassemblement National qui dit bien connaître nos territoires, qu'en milieu rural de nombreux élus locaux et citoyens sont pleinement engagés dans le développement des énergies renouvelables.

Lesquelles bénéficient d'une belle image de la part de nos concitoyens et génèrent chaque année 2 milliards d'euros de fiscalité pour nos communes.

Les élus locaux nous disent d'ailleurs que dans leur grande majorité ils se sentent prêts à relever les défis de la transition énergétique.

Par ailleurs, une enquête d'opinion conduite en 2025 sur un panel de plus de 10 000 personnes a montré que près des 2/3 des français soutiennent un mix électrique Nucléaire/ENR.

Vos motions de censure l'une contre le développement du nucléaire et l'autre contre le développement des énergies renouvelables vont donc à contre-courant du souhait majoritaire des acteurs français de l'énergie, des élus locaux et de nos concitoyens.

Je voudrais maintenant aborder non plus la question de la production d'énergie mais celle de sa distribution et de sa consommation !

Chers collègues du Rassemblement National vous affirmé dans le texte de votre motion de censure je cite « La PPE3 pourrait coûter au moins 300 milliards d'euros ».

Heureusement vous le dites au conditionnel car ce chiffre n'a aucun sens présenté tel que vous le faites.

Ce chiffre correspond aux investissements à faire sur les réseaux de transport et de distribution d'électricité sur 15 ans, donc d'ici à 2040 ce qui en réduit la portée annuelle.

Ces investissements correspondent, d'une part aux travaux de maintenance habituels du réseau électrique français et d'autre part aux adaptations du réseaux aux nouveaux usages, aux évolutions du parc de production nucléaire et renouvelable et enfin pour protéger le réseau face aux cyber-menaces.

L'OPECST a d'ailleurs expliqué tout ceci dans une note publiée au printemps 2025, dont le sénateur écologiste Daniel Salmon et moi-même sommes les auteurs !

Disons maintenant un mot de la consommation car le débat énergétique ne peut se résumer à ne parler que de production.

La volonté de la stratégie énergie-climat de la France étant de produire plus d'énergie décarbonée sur notre sol pour plus de souveraineté, nous devons favoriser sa consommation tout en gardant l'objectif d'une baisse globale de la consommation d'énergie finale.

Dit autrement, produire de l'énergie décarboné n'a de sens que si on la consomme. En revanche, c'est la part d'énergie fossile consommée qui doit fortement diminuer.

Nous le savons, le développement de électrification dans les transports, le bâtiment, l'industrie est un levier essentiel pour décarboner massivement nos usages.

C'est à dire, se donner les moyens pour acheter des véhicules électriques et développer les infrastructures de recharges, équiper nos logements avec des pompes à chaleur, raccorder des data center et électrifier un maximum de process industriels.

Et tout cela, en accompagnant nos concitoyens car nous avons cette responsabilité, celle de leur garantir une énergie accessible et décarbonée quel que soit le territoire où ils vivent et quel que soit leur niveau de vie.

Ce sont les conditions d'une transition socialement juste.

Monsieur le Premier Ministre, nous profitons de cette tribune pour apporter notre soutien à la démarche que vous avez engagée en publiant la PPE3 et en lançant les travaux autour d'un grand plan d'électrification.

Toutefois, notre système énergétique étant un tout, nous pensons qu'au-delà du développement de l'électrification, la transition énergétique doit aussi reposer sur le développement des énergies renouvelables thermiques tels que les gaz renouvelables ou la chaleur renouvelable.

Des sources énergétiques indispensables pour contribuer à décarboner des usages non électrifiables et apporter de la flexibilité au système énergétique.

Pour finir, voici quelques pistes de travail sur lesquelles nous sommes prêts à nous engager aux côtés du gouvernement :

- Il faudra accompagner l'électrification des usages avec des dispositifs plus incitatifs pour les Français,
- Il faudra aussi développer la flexibilité de l'offre notamment via les stockages mais aussi celle de la demande.
- Il nous semble nécessaire de procéder à un renforcement massif du soutien aux réseaux de chaleur, qu'ils soient urbains ou industriels. C'est un levier de décarbonation d'une efficacité redoutable, encore trop souvent sous-estimé
- Nous soutenons la mise en place des Certificats de Production de Biogaz (CPB) pour massifier la production de biométhane dans nos territoires.

Nous attendons d'ailleurs du Gouvernement qu'il fixe au plus vite une trajectoire post 2028 afin de donner aux acteurs la visibilité indispensable au développement des projets.

- Enfin sur les Certificats d'Economie d'Energie (CEE) nous souhaitons un renforcement des contrôles de leur mise en œuvre.

Vous l'aurez compris Monsieur le Premier ministre, notre groupe est prêt à accompagner l'action de votre gouvernement pour bâtir le récit d'une nation souveraine, résiliente et décarbonée.

Mais en attendant nous appelons nos collègues députés à ne pas soutenir ces deux motions de censure !

Je vous remercie